

COMMUNIQUE

Plans d'action pour mettre fin à la déforestation publiés par les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana et par les principales entreprises du chocolat et du cacao

UTRECHT, Pays-Bas (4 mars 2019)

Une étape importante a été atteinte dans le renforcement de la transparence et de la responsabilisation dans les chaînes d'approvisionnement du cacao pour réduire leur impact sur les forêts d'Afrique de l'Ouest. Les premiers pays producteurs de cacao, la Côte d'Ivoire et le Ghana, et les principales entreprises mondiales du chocolat et du cacao publient des plans d'action pour mettre fin à la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement du cacao et restaurer des zones forestières. Cette divulgation publique fait partie des engagements de mise en œuvre de l'Initiative cacao & forêts, lancée en novembre 2017 à Bonn (Allemagne) lors de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques.

Les plans d'action se concentrent sur : (1) la protection et la restauration des forêts, (2) la production durable du cacao et les moyens de subsistance des producteurs, et (3) l'engagement communautaire et l'inclusion sociale. Les gouvernements et les entreprises ont pris l'engagement de ne plus convertir aucune zone forestière pour la production de cacao. Ils se sont engagés à éliminer la production illégale de cacao dans les zones protégées, conformément à une application plus stricte des politiques forestières nationales et le développement de moyens de subsistance alternatifs pour les agriculteurs touchés. Ces actions combinées joueront un rôle crucial dans la séquestration des stocks de carbone et dans la lutte contre les changements climatiques mondiaux et locaux, en conformité avec l'Accord de Paris sur le climat.

Les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana ont élaboré et publié des Plans nationaux de mise en œuvre pour l'Initiative cacao et forêts. Des consultations approfondies avec les parties prenantes, notamment les entreprises du cacao et du chocolat, les organisations d'agriculteurs, les organisations environnementales, la société civile et les partenaires du développement, ont eu lieu avant cette publication.

Le [Plan national pour la Côte d'Ivoire](#) s'appuie sur la nouvelle [Politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts](#) adoptée par le gouvernement en mai 2018. Parmi les priorités stratégiques, citons l'adoption du nouveau code forestier par le gouvernement le 30 janvier 2019 (soumis pour approbation finale à l'Assemblée Nationale en avril 2019), la création d'un Fonds national de préservation et de réhabilitation des forêts, le développement et la mise en œuvre du système national de traçabilité du cacao et la mise en œuvre de projets pilotes dans cinq régions prioritaires.

Le [Plan national pour le Ghana](#) s'appuie sur la stratégie du programme [REDD + Forêt Cacao au Ghana](#) pour réduire de manière significative les émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et améliorer les stocks de carbone par le biais d'une gestion durable des forêts. Les actions prioritaires consistent à intensifier les approches paysagères pour mettre fin à la dégradation des forêts dans six zones d'intervention, à améliorer les rendements en cacao grâce à l'adoption de pratiques écologiquement rationnelles et adaptées au climat, et à renforcer la cartographie de la chaîne d'approvisionnement.

Trente-trois sociétés **, représentant environ 85% de la consommation mondiale de cacao, ont rejoint l'Initiative cacao & forêts. Chaque entreprise a maintenant achevé son plan d'action initial pour préciser les mesures prises sur la période 2018-2022 pour soutenir la fin de la déforestation et la restauration des zones forestières dans la chaîne d'approvisionnement du cacao. Ces plans initiaux seront mis à jour en 2019 quand les gouvernements auront achevé plusieurs étapes en cours, notamment la révision des politiques et réglementations relatives à l'utilisation des terres, la cartographie des zones protégées et la collecte de données clés sur l'utilisation des forêts et des terres.

La World Cocoa Foundation (WCF – Fondation mondiale du cacao) a publié aujourd’hui les plans initiaux consolidés des entreprises pour la Côte d’Ivoire et le Ghana. Chaque entreprise dévoilera publiquement son propre plan d’action initial au cours des trois prochaines semaines.

Les entreprises et les gouvernements commencent maintenant à mettre en œuvre des actions clés sur le terrain pour mettre fin à la déforestation dans les zones les plus sensibles et importantes d’un point de vue écologique et environnemental, comme par exemple :

- Réalisation par les gouvernements d'[enquêtes détaillées](#) sur l'utilisation des terres et les données socio-économiques dans les zones prioritaires afin de collecter les informations de base nécessaires à la conception de nouveaux programmes d'agroforesterie et de conservation;
- Mise au point d'une [cartographie](#) des exploitations et de [systèmes](#) de traçabilité pour garantir que le cacao provient légalement d'exploitations situées en dehors des zones protégées et contrôler les régions où le cacao provenant de zones déboisées pourrait entrer dans la chaîne d'approvisionnement;
- Développement de nouveaux [couloirs de conservation](#) pour relier des réserves forestières fragmentées et [gestion des paysages par la communauté](#) pour intensifier les efforts de conservation grâce à des « approches juridictionnelles » plus larges;
- Investissement dans l'intensification agricole durable afin de « produire plus de cacao sur moins de terres », en mettant l'accent sur [les techniques de production adaptées au climat](#), la [formation des agriculteurs](#), un [accès facilité au financement](#), de nouvelles [directives opérationnelles](#) et des [investissements](#) dans l'agroforesterie;
- Promotion de systèmes d'incitations pour encourager des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, par exemple à travers le lancement de [contrats de paiements pour services environnementaux](#) directement avec les producteurs;
- Mettre à l'essai des [réformes](#) du régime foncier et des [outils](#) permettant aux agriculteurs d'obtenir la propriété officielle d'arbres non cacaoyers de valeur dans leurs exploitations et d'encourager ainsi les investissements dans l'agroforesterie; et
- Utilisation de la [surveillance par satellite](#) pour suivre la déforestation illégale dans les zones sensibles et émettre des alertes de déforestation.

Le Ministre des Eaux et Forêts de la Côte d’Ivoire, S.E.M. Alain-Richard Donwahi, a déclaré : « Mettre fin à la déforestation est un défi social, économique et environnemental complexe. Notre nouvelle politique forestière donne un nouvel élan à la gestion durable des forêts de la Côte d’Ivoire et notre Plan National pour l’Initiative Cacao & Forêts définit les actions clés que le gouvernement entreprendra. Nous nous félicitons des plans d'action initiaux du secteur privé et attendons avec impatience la mise en œuvre robuste de ces engagements publics et privés visant à restaurer notre patrimoine forestier et à garantir des moyens de subsistance durables aux producteurs de cacao. Les entreprises et les gouvernements se mobilisent - nous appelons les partenaires de développement et les organisations de la société civile à se joindre à nous et à soutenir des solutions à long terme pour la production durable de cacao et la gestion forestière. »

»

Le ministre ghanéen des Terres et des Ressources Naturelles, l’Honorable Kwaku Asomah-Cheremeh, a déclaré : « Le Plan national du Ghana pour l’Initiative Cacao & Forêts est un élément essentiel de notre cadre stratégique pour une croissance économique durable. Notre objectif est de sécuriser l’avenir de nos forêts et de rendre le secteur cacaoyer résilient au climat, tout en maintenant et en améliorant les opportunités de revenus et de moyens de subsistance pour les agriculteurs et les utilisateurs de la forêt. Un partenariat avec le secteur privé est essentiel pour libérer le financement et les connaissances techniques

nécessaires à la production de cacao adaptée au climat et à la réduction des émissions dues à la déforestation.”

M. Barry Parkin, président du conseil d'administration de la World Cocoa Foundation (WCF – Fondation mondiale du cacao), a déclaré : « Le secteur s'est engagé en 2017 à s'associer aux gouvernements des pays producteurs de cacao pour mettre fin à la déforestation dans la chaîne d'approvisionnement. La divulgation des plans d'action initiaux des entreprises est une étape importante pour garantir transparence et prise de responsabilité vis-à-vis de nos engagements. » [NEW QUOTE TO COME]

** Les entreprises ayant signé le cadre d'action commune de l'Initiative Cacao & Forêts sont: Arysta Callivoire, Barry Callebaut, Blommer Chocolate Company, Cargill Cocoa and Chocolate, Cémoi, Chocolats Halba, Cocoonect, Cococo Chocolatiers, ECOM Group, Fazer, Ferrero, General Mills Inc., Godiva Chocolatier Inc., Guittard Chocolate Company, The Hershey Company, Indcresa, Lindt & Sprüngli Group, Marks & Spencer Food, Mars Wrigley Confectionery, Meiji Co. Ltd., Mondelēz International, Nestlé, Olam Cocoa, PBC Limited, Sainsbury's, SIAT, Tesco, Toms Group, Touton, Tree Global, Unilever, Valrhona et J.H. Whittaker & Sons.

CONTEXTE

La Côte d'Ivoire et le Ghana, qui produisent environ 65% de la production mondiale de cacao, ont perdu respectivement 17% et 13% de leur couverture forestière entre 2001 et 2017, principalement en raison d'empiètements agricoles. On estime qu'au moins 2,3 millions d'hectares de forêts tropicales humides de Haute-Guinée en Côte d'Ivoire et au Ghana ont été défrichés pour les exploitations cacaoyères entre 1988 et 2007.

Face à cette situation, les principales entreprises mondiales du cacao et du chocolat, ainsi que les gouvernements de la Côte d'Ivoire et du Ghana, se sont réunis en 2017 pour lancer l'Initiative cacao & forêts. L'Initiative a été coordonnée par la World Cocoa Foundation (WCF – Fondation mondiale du cacao), IDH - the Sustainable Trade Initiative (IDH - L'Initiative pour le commerce durable) et L'International Sustainability Unit (Unité internationale pour la durabilité) du Prince de Galles.

Cette Initiative a bénéficié du soutien de plusieurs partenaires mondiaux du développement, notamment le département du Développement International du Royaume-Uni, le ministère néerlandais des Affaires Etrangères, le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du développement, la Banque mondiale, la Société financière internationale, le Fonds pour l'environnement mondial, et le programme des matières premières vertes du programme des Nations unies pour le développement.

L'Initiative est coordonnée de près avec un large éventail d'organisations et de partenariats environnementaux mondiaux et locaux, notamment Tropical Forest Alliance 2020 (l'Alliance des forêts tropicales 2020), le partenariat pour la déclaration d'Amsterdam, Partnerships for Forests, Rainforest Alliance, et World Resources Institute.

Contacts :

World Cocoa Foundation (WCF – Fondation mondiale du cacao)

Charlotte Grant : Charlotte.Grant@worldcocoa.org

+1. 202.559.4398

IDH-the Sustainable Trade Initiative

Daan de Wit : deWit@idhtrade.org

+31 (0) 61.52.83.774